

BULLETIN DE DOCUMENTATION N°34

LES SOCIÉTÉS MILITAIRES PRIVÉES ET DE FORMATION À TAÏWAN

Valère Llobet

Tandis que les tensions entre la Chine et Taïwan continuent de s'accroître, la capacité de l'île à se défendre face à une potentielle invasion est au cœur de l'actualité, notamment depuis 2022 date à laquelle le conflit en Ukraine a été perçu comme un sérieux avertissement aussi bien par Taipei que par ses partenaires, Washington en tête. D'autant qu'un blocus ou une opération de débarquement menée par Pékin sur le territoire taïwanais aurait d'importantes conséquences aux niveaux politique, diplomatique, militaire et surtout économique.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant de voir des acteurs privés participer aux rivalités opposant les deux États. Ainsi, tandis que Pékin poursuit l'implantation de ses sociétés militaires privées (SMP)¹ en Afrique² et au Moyen-Orient, Taïwan voit s'implanter et se développer sur son territoire des acteurs privés, locaux ou étrangers, qui œuvrent dans les secteurs de la défense et de la sécurité.

Outre les entreprises d'armement traditionnelles, c'est avant tout le secteur de la formation qui est le fer de lance de cette expansion. Ce phénomène s'explique par le véritable déséquilibre de force qui existe entre Taipei et Pékin. L'Armée populaire de libération (APL) compte 2 millions d'hommes et 500 000 réservistes, tandis que Taïwan ne peut aligner que 169 000 hommes et 300 000 réservistes³. Il est évident que l'île va devoir livrer un combat asymétrique face au géant chinois et, pour ce faire, Taipei vise à former ses soldats⁴ mais aussi l'ensemble de sa population à combattre, à apporter son soutien à l'armée ou encore à se protéger en cas d'affrontement. Ainsi, depuis février 2022, la demande dans le domaine de la formation militaire, des premiers soins, etc. est en constante augmentation. Les acteurs privés locaux ont capté une bonne partie du marché, au détriment des SMP étrangères déjà

¹ <https://cf2r.org/documentation/les-societes-militaires-privées-chinoises/>

² <https://cf2r.org/actualite/la-presence-francaise-en-afrique-face-a-la-menace-des-societes-militaires-privées-russes-et-chinoises/>

³ John P. Ruehl, « Taiwan's quest to upgrade battle readiness is evolving », *Asia Times*, 27 mai 2023.

⁴ Dans cette tâche, Taïwan travaille main dans la main avec les États-Unis qui ont déployé sur l'île des formateurs. Ces derniers comprennent deux groupes, l'un issu des unités conventionnelles, l'autre issu des forces spéciales. Ils seraient arrivés sur l'île entre la fin de l'année 2020 et le début de l'année 2021 (cf. AFP, « Taïwan : la présidente confirme la présence de soldats américains comme formateurs », *France 24*, 28 octobre 2021).

implantées dans l'île depuis plusieurs années et qui se concentraient, jusqu'ici, sur les contrats de formation au profit des forces armées taïwanaises.

Les sociétés militaires privées étrangères, une implantation ancienne

L'implantation des SMP sur l'île remonte au début des années 1990. Sur le marché taïwanais, les sociétés américaines ont pu profiter pendant de nombreuses années d'une position de leader incontesté grâce aux contrats de formation signés par les autorités de Taipei. En effet, en 1991, *Military Professional Resources Inc.* (MPRI)¹ a été chargée de l'organisation de séminaires portant sur les leçons de la guerre du Golfe, qu'elle a développés pour les militaires taïwanais². L'obtention de marchés dans l'île favorisera d'ailleurs la notoriété de l'entreprise, ce qui lui permettra ensuite d'obtenir des contrats auprès de l'armée américaine³.

Quelques années plus tard, c'est le groupe *Blackwater* - renommé depuis *Academi* - qui a travaillé pour les autorités de l'île. L'entreprise fondée par Erik Prince a été chargée de la formation des membres du Service spécial de protection du *National Security Bureau* (NSB)⁴. Créé en 1955 par Tchang Kai-chek, ce service fut un des piliers du régime sous la dictature. Bien que l'île soit depuis devenue une démocratie, le service a perduré, poursuivant aujourd'hui ses activités de renseignement mais surtout de protection des dirigeants de Taïwan.

La présence de sociétés militaires privées américaines sur l'île peut laisser supposer qu'en cas de conflit, ces dernières pourraient jouer un rôle aux côtés des belligérants. On peut aisément imaginer que des SMP anglo-saxonnes apporteraient un soutien aux forces taïwanaises⁵, a minima dans le domaine de la formation et de la logistique, comme c'est actuellement le cas en Ukraine⁶.



Logo de Blackwater

A la suite des guerres d'Afghanistan (2001) et d'Irak (2003), de nouvelles sociétés militaires privées ont émergé hors du monde anglo-saxon et ont commencé à s'implanter sur

¹ Entreprise connue aujourd'hui sous le nom d'Engility Holdings Inc.

² Peter W. Singer, *Corporate warriors*, Cornell University Press, 2003, pp. 124-125.

³ *Ibid.*

⁴ Jeremy Scahill, *Blackwater : The rise of the world's most powerful Mercenary Army*, Nation Book, 2007, p. 451.

⁵ John P. Ruelh, *op. cit.*

⁶ <https://cf2r.org/actualite/the-mozart-group-et-laction-des-societes-militaires-privees-americaenes-en-ukraine/>

l'île. Parmi elles, deux SMP particulièrement importantes : l'entreprise turque *Ekol Grup*¹ et la société chinoise *Zhongjun Junhong Security Service*.

La première, de son nom complet *Ekol Grup Güvenlik*², a été fondée en 1999 par Mehmet Naci Efe, un ancien militaire qui fut également un membre fondateur de la SMP, *SADAT International Defense Consultancy*³ avec qui elle est aujourd'hui en concurrence⁴ *Ekol Grup* est spécialisée notamment dans le gardiennage, la protection aux personnes, la sécurité des frontières, le conseil à l'industrie de la défense ou encore la formation au maniement des armes⁵. Présente en Afrique, en Europe et en Asie, elle est principalement implantée au Moyen-Orient (Arabie saoudite, Koweït, Émirats arabes unis et Bahreïn⁶) et en Asie du Sud-Est, mais elle possède également des bureaux des deux côtés du détroit de Taïwan.



Logo d'Ekol Grup⁷

La seconde, est une SMP chinoise, *Zhongjun Junhong Security Service Co. Ltd*. Cette entreprise, présente en Europe, en Afrique et en Asie, est l'une des plus importantes au service de Pékin. Son fondateur est un ancien colonel de l'APL, Wu Guohua, qui a participé à la guerre sino-vietnamienne de 1979 et à la répression des manifestations de la place Tian'anmen en 1989⁸. L'entreprise emploie un grand nombre d'anciens des forces spéciales, de l'armée ou encore de la Police armée du peuple (PAP)⁹, une force paramilitaire spécialisée dans le maintien de l'ordre¹⁰. Elle est principalement implantée le long du tracé des nouvelles routes de la soie¹¹ grâce à trente-cinq infrastructures dont treize succursales, onze bases d'escorte navale et onze bureaux, dont l'un d'eux est situé à Taïwan¹². Avec plus de 30 000 hommes¹³, la SMP propose des services de protection, de gardiennage, de formation, d'escorte

¹ L'entreprise est également connue sous le nom de *Ekol Security*.

² Ekol Grup Tanitim Sunumunu, p. 3.

³ <https://cf2r.org/documentation/malhama-tactical-et-tadat-le-mercenariat-au-service-de-lislam-politique/>

⁴ *Intelligence Online*, 6 juin 2022.

⁵ <https://www.ekolgrup.com.tr/hizmetler>

⁶ Ekol Grup Tanitim Sunumunu, p. 20.

⁷ Extrait de la page principale d'Ekol Grup (<https://www.ekolgrup.com.tr/>).

⁸ Yau Tsz Yan, « Chinese Private Security Moves into Central Asia », *The Diplomat*, 3 juillet 2019.

⁹ « About us », Zhongjun Junhong Security Service Co. Ltd (<https://www.zjhgroup.com/en/#Footer>).

¹⁰ Yves-François Damon, « Les services de renseignement de sécurité de la République populaire de Chine. Deuxième partie : Le ministère de la Sécurité d'État », CF2R, *Bulletin de documentation n°11*, décembre 2014.

¹¹ Alessandro Arduino, « China's Belt and Road Initiative Security Needs: The Evolution of Chinese Private Security Companies », *RSIS Working Paper*, n°306, 29 août 2017.

¹² « About us », Zhongjun Junhong Security Service Co. Ltd (<https://www.zjhgroup.com/en/#Footer>).

¹³ Akram Kharief, « Le discret jeu de la Chine en Afrique du Nord », Fondation Rosa Luxembourg, mars 2022.

maritime, de renseignement ou encore du conseil et des audits de sécurité¹. Tous les opérateurs une fois engagés reçoivent une formation complémentaire au maniement des armes et à l'antiterrorisme dans des camps d'entraînement au Laos et au Kirghizistan².

Au côté de ces SMP d'autres acteurs du marché de la sécurité et de la défense sont implantés à Taïwan : des sociétés de sécurité - comme l'entreprise G4S³, présente dans l'île depuis plus de deux décennies⁴ - et des groupes de conseil en matière de défense - à l'image du français, Défense Conseil International (DCI) qui forme actuellement l'armée de l'air taïwanaise à la guerre électronique⁵. Notons également, la présence d'organisations comme l'*US-Taiwan Business Council* (USTBC), un groupe d'influence particulièrement actif⁶ qui vise à « *favoriser les relations commerciales entre les Etats-Unis et Taïwan depuis 1976* »⁷. A l'image de L'USTBC, il existe outre-Atlantique de nombreuses organisations similaires nommées *Business Council*. Ces dernières comptent souvent parmi leurs membres des sociétés d'armement ou encore des SMP. Citons, l'*US-Ukraine Business Council* (USUBC) auquel a appartenu la société militaire privée *The Mozart Group* (TMG)⁸.

Le marché de la sécurité privée et son encadrement légal

Taïwan ne possède pas à proprement parler de sociétés militaires privées. En effet, une SMP est « *un organisme civil, privé, impliqué dans le cadre d'opérations militaires, dans la fourniture d'aide, de conseils et d'appuis militaires, et offrant des prestations traditionnellement assurées par les forces armées nationales* »⁹. Les entreprises originaires de l'île se concentrent sur un marché légèrement différent : celui de la formation de la population. En effet, face à la menace de Pékin, Taïwan encourage l'ensemble de ses citoyens à se préparer à un conflit en acquérant des compétences utiles. Citons, par exemple, les règles de sécurité en cas de bombardement, les gestes de premiers secours, l'évacuation sanitaire... mais aussi et surtout le maniement des armes¹⁰.

Précisons que ce marché de la formation concerne les civils, les agents de sécurité privée mais également les militaires d'active et de réserve qui représentent une part non négligeable des participants. L'objectif de ces soldats étant de perfectionner leurs compétences et leur entraînement en plus de l'instruction qu'ils reçoivent au sein des forces armées.

Les activités de sécurité privée à Taïwan sont très encadrées. La Loi sur la sécurité privée oblige, par exemple, les entreprises à obtenir une licence auprès des autorités¹¹ ou encore à « *soumettre une liste d'agents de sécurité potentiels à l'autorité locale compétente*

¹ <https://cf2r.org/documentation/les-societes-militaires-privées-chinoises/>

² *Ibid.*

³ <https://www.g4s.com/en-tw>

⁴ John P. Ruelh, *op. cit.*

⁵ *Intelligence Online*, 29 septembre 2023.

⁶ *Intelligence Online*, 3 mai 2023.

⁷ « About us », *US-Taiwan Business Council*.

⁸ <https://cf2r.org/actualite/the-mozart-group-et-l'action-des-societes-militaires-privées-américaines-en-ukraine/>

⁹ Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale, 2008.

¹⁰ Russell Hsiao, « Taiwan's Bottom-Up Approach to Civil Defense Preparedness », Global Taiwan Institute, septembre 2022.

¹¹ Voir l'article 5 de la Loi sur la sécurité privée (保全業法) de la République de Chine, version amendée du 20 janvier 2021, (<https://law.moj.gov.tw/ENG/LawClass/LawAll.aspx?pcode=D0080081>).

pour examen avant de les embaucher»¹. Depuis peu, des élus de la majorité, le Parti démocratique progressiste (PDP), militent pour amender « la Loi sur les services de sécurité privée (保全業法) et la Loi sur la préparation à la mobilisation de la défense totale (全民防衛動員準備法) pour permettre au ministère de la Défense nationale de former des entreprises de sécurité privée à la défense civile afin qu'ils puissent être incorporés dans le système de défense civile du pays en temps de guerre »². Pour les élus taïwanais, l'objectif est d'intégrer les entreprises de sécurité dans le dispositif de mobilisation en cas de conflit, en étendant leurs prérogatives à des missions qui étaient jusque-là dévolues aux forces armées et à la police³. La loi étant toujours à l'état de projet rien n'a encore été arrêté, mais l'organisation des évacuations sanitaires et la protection des populations civiles serait au cœur de ces missions. Pour les parlementaires, l'armée taïwanaise devrait être chargée de la formation de ces agents de sécurité⁴. Néanmoins, divers organismes privés se positionnent déjà sur ce créneau.

L'objectif visé par les autorités de Taïwan est de créer une véritable force d'opposition pour faire face à une invasion de Pékin. Précisons que le projet de loi comprend de nombreuses autres propositions : retour de la conscription, prolongation du service militaire à deux ans⁵, suppression de la possibilité d'effectuer son service national dans un cadre non-militaire⁶, création d'une force de défense territoriale qui formerait et armerait les volontaires⁷ à l'instar de la Force de défense territoriale ukrainienne⁸, etc.

Les organismes de formation militaires taïwanais

Taïwan compte sur son territoire de nombreuses structures spécialisées dans la formation militaire dispensant des cours de maniement aux armes, de combat urbain ou encore de premiers soins. Ces organismes connaissent un fort engouement depuis le début du conflit ukrainien⁹. Ce sont des sociétés à but lucratif ou encore des associations, également appelées « organisations de protection civile »¹⁰. Parmi celles-ci, trois entités dominent le marché.

- *Polar Light Training (極光訓練) / Aurora Training*

Fondée le 2 février 2007, l'entreprise est dirigée par Jiang Yubin¹¹ et Max Chiang, son directeur général¹². Le groupe dispense des formations militaires et policières¹ (maniement des armes, combat urbain, premiers soins², arts martiaux, notamment Krav Maga³).

¹ Extrait de l'article 10 de la Loi sur la sécurité privée (保全業法) de la République de Chine, version amendée du 20 janvier 2021 (<https://law.moj.gov.tw/ENG/LawClass/LawAll.aspx?pcode=D0080081>).

² Wu Su-wei and William Hetherington, « Bills seek to train private security for civil defense », *Taipei Times*, 3 mai 2023.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ Lee Hsi-Min, Michael A. Hunzeker, « The View of Ukraine from Taiwan : Get Real About Territorial Defense », *War on the Rock*, 15 mars 2022.

⁶ Fabien Deglise, « Des civils taïwanais inspirés par la résistance ukrainienne », *Le Devoir*, 27 août 2022.

⁷ Helen Davidson, « It feels like the end of the world : Taiwan civilians practise for war as Ukraine revives China fears », *The Guardian*, 11 avril 2022.

⁸ Lee Hsi-Min, Michael A. Hunzeker, *op. cit.*

⁹ William Gallo, « Amid China Tensions, Taiwanese Seek First Aid, Military Training », *Voice of America*, 19 août 2022.

¹⁰ Lee Hsi-Min, Michael A. Hunzeker, *op. cit.*

¹¹ <https://opengovtw.com/ban/28469440>

¹² Fabien Deglise, *op. cit.*

Parmi ses formateurs, on retrouve d'anciens militaires taïwanais⁴ mais également de nombreux Américains issus des rangs de l'armée ou du FBI⁵. Parmi eux, un ancien membre de la *Delta Force*, très populaire sur internet, Larry Vickers. Ce dernier possède une chaîne *YouTube* consacrée aux armes à feu, *Vicker Tactical*⁶, qui comptabilise plus d'un million d'abonnés ; certaines de ses vidéos sont traduites et utilisées par *Polar Light* afin de promouvoir ses activités⁷. Larry Vickers est également un des membres fondateurs de l'*International Defensive Pistol Association (IDPA)*, une structure fondée au Texas par des tireurs sportifs et d'anciens militaires américains. L'association possède des succursales dans plusieurs pays, notamment à Taïwan depuis 2016⁸. Notons qu'elle entretient des liens avec la *SMP Academi*⁹. IDPA travaille en partenariat avec *Polar Light* au sein de son centre de formation à New Taipei¹⁰, une municipalité limitrophe de la capitale. Sur place, des élèves s'entraînent avec des répliques d'armes dites *airsoft*¹¹.



Logo de Polar Light¹²

L'entreprise dispense également des formations au tir à Hong Kong, Los Angeles ou encore aux Philippines¹³. Toutefois, à Taïwan, ces dernières se font exclusivement à l'aide de répliques d'*airsoft* ou d'armes d'entraînement. Cela s'explique par deux raisons : tout d'abord, une législation particulièrement stricte sur la possession et l'usage d'armes¹⁴ ; ensuite, une facilité d'approvisionnement de ce type de matériel pour ces entreprises. En effet, Taïwan est l'un des leaders mondiaux de la fabrication de réplique d'*airsoft*, et ce loisir y est très populaire.

¹ On parle en anglais de formation MIL/LE (*Military/Law Enforcement*).

(cf. 罗斯, « 俄乌战提升台湾自卫意识 年轻人积极投身战术训练与全民防御 », *Voice of America*, 23 juin 2022).

² CNA Insider, « Why More Taiwanese Are Signing Up For Private Military Training », 24 septembre 2022.

³ Site officiel de Polar light, 關於我們 (<https://www.polarlight.com.tw/>).

⁴ Fabien Deglise, *op. cit.*

⁵ *Polar Light* (<https://www.polarlight.com.tw/>).

⁶ <https://www.youtube.com/channel/UC0zNoCMMiPEAst0JrwUht0w>

⁷ <https://www.youtube.com/watch?v=xFzLxntJdvU>

⁸ <https://www.idpa.com/clubs/idpa-taiwan/>

⁹ <https://www.idpa.com/clubs/academi-training-center-northeast/>

¹⁰ Ann Wang and Fabian Hamacher, « Arms training surges amid threat from China », *Taipei Times*, 5 juin 2022.

¹¹ Steven Chase, Annabelle Chih, « In Taiwan, fear of Chinese invasion sparks fresh interest in self-defence », *The Globe and Mail*, 18 septembre 2022.

¹² Extrait de la page principale de *Polar Light* (<https://www.polarlight.com.tw/>).

¹³ Ces formations existent depuis plusieurs années mais il est difficile de savoir si elles ont toujours lieu dans ces pays notamment à Hong-Kong.

¹⁴ Fabien Deglise, *op. cit.*

Il est toutefois difficile de qualifier *Polar Light* de SMP car elle ne propose pas, pour le moment, ses services auprès d'institutions ou de forces armées. L'entreprise se rapproche bien plus d'une société comme *BackYard Camp-Skills to Defense*, une structure de formation militaire installée dans la périphérie de Kiev¹. Notons que *Polar Light* propose également des activités de conseil à destination des productions cinématographiques ou vidéoludiques.

- *Kuma Academy / Black Bear Academy*

La *Kuma Academy*, aussi dénommée *Black Bear Academy*², a été créée en 2021 par Puma Shen (沈伯洋), professeur adjoint à l'Université nationale de Taïpei, et Ho Cheng-hui (何澄輝), secrétaire général adjoint de l'Association taïwanaise pour la simulation stratégique³. La figure de proue de l'association et son principal sponsor est Robert Tsao, l'ancien président de l'entreprise *United Microelectronics Corporation* (UMC), le numéro trois mondial des semi-conducteurs⁴. L'association forme les civils au *self-defense*⁵, au renseignement à partir des sources ouvertes pour faire face à la guerre de l'information et la guerre cognitive, ou encore à la prise en charge sanitaire et aux premiers soins⁶. Les formations dispensées semblent très populaires et l'objectif affiché par l'association et Robert Tsao est de former trois millions de *Kuma warriors*⁷ ou de « guerriers civils »⁸ dans les prochaines années.



Logo de *Kuma Academy*⁹

¹ <https://cf2r.org/actualite/la-chute-de-the-mozart-group-et-le-financement-des-groupes-combattants-en-ukraine/>

² Notons que *Kuma* est un mot japonais qui se traduit par « ours ». L'utilisation d'un terme japonais pour nommer l'association vient sans doute d'une volonté de reprendre l'imagerie *kawaii*. Cette dernière, qui signifie littéralement « mignon », est devenue un phénomène culturel extrêmement populaire à l'international. Le logo et la communication de l'organisation en reprennent d'ailleurs les codes. Sans doute une volonté de toucher un public jeune, notamment féminin.

³ Russell Hsiao, *op. cit.*

⁴ Tristan Gaudiaut, « Semi-conducteurs : cinq fonderies détiennent 90% du marché mondial », *Statista*, 5 avril 2023.

⁵ Russell Hsiao, *op. cit.*

⁶ Steven Chase, Annabelle Chih, *op. cit.*

⁷ Russell Hsiao, *op. cit.*

⁸ Steven Chase, Annabelle Chih, *op. cit.*

⁹ Extrait de la page principale de la *Kuma Academy* (<https://kuma-academy.oen.tw/>).

- *Forward Alliance* (壯闊台灣)

Il s'agit d'un *Think Tank* dédié aux questions de protection civile et de sécurité nationale. Fondé en 2020 par Enoch Wu¹, un homme politique² vétéran des forces spéciales taïwanaises³, il connaît un véritable succès depuis février 2022. L'association propose des formations à la médecine d'urgence et aux premiers secours, ainsi que des entraînements au combat. Celles-ci sont dispensées à Taipei, notamment dans les sous-sols d'une église du centre-ville, mais face à l'accroissement de la demande, l'association développe sa capacité d'accueil sur d'autres sites⁴.



Logo du Think Tank, *Forward Alliance*⁵

Il existe de nombreuses autres organisations qui, bien que moins développées et moins médiatiques, proposent également des services similaires. Citons, par exemple, J.E.A., une association de formation au combat créée par un vétéran taïwanais. Elle compte parmi ses clients environ 40% de militaires d'active et de réserve, les autres sont des civils venus s'entraîner au combat avec des répliques *airsoft*⁶. Notons que le statut d'association est privilégié pour dispenser ce type de formation.

*

Les tensions dans le détroit de Taïwan et l'hypothèse d'une invasion de l'île par Pékin ont donné naissance à Taiwan à une offre de formation dans le domaine militaire et de la sécurité bien spécifique. Face aux besoins grandissants en la matière, de véritables structures de formation adaptées aux nécessités locales sont apparues, avec des modèles plus proches de l'association et du *Think Tank* que de celui des SMP. En ce domaine, les organismes de formation taïwanais ont pris une longueur d'avance sur les sociétés militaires privées implantées dans l'île grâce à une adaptation rapide à la demande.

¹ Russell Hsiao, *op. cit.*

² Enoch Wu est également membre du parti au pouvoir, le PDP.

³ Russell Hsiao, *op. cit.*

⁴ Steven Chase, Annabelle Chih, *op. cit.*

⁵ Extrait de la page principale de la *Forward Alliance* (<https://www.forward.org.tw/>).

⁶ *CBS Report*, « Defending Taiwan », octobre 2022.

Bien qu'il soit difficile de prédire l'évolution de la situation dans le détroit de Taïwan, le préoccupant ralentissement de l'économie de la République populaire de Chine¹, rend le scénario d'une attaque ou d'un blocus chinois de plus en plus crédible. En effet, le « contrat » liant le Parti communiste chinois et sa population repose sur la promesse d'une amélioration du niveau de vie. Un ralentissement, voire un arrêt la croissance économique risquerait d'entraîner de graves troubles internes. Pékin pourrait alors, à l'instar de l'Argentine en 1982², déclencher un conflit extérieur pour détourner l'attention de sa population de la crise économique, avec l'idée de reconquérir un territoire perdu depuis longtemps, et pour satisfaire ses revendications historiques, une idée qui fait toujours particulièrement recette.

Valère Llobet
Octobre 2023

¹ Pierre-Antoine Donnet, « Chine : face à l'économie qui s'essouffle, le spectre d'une crise durable », *Asialyst*, 20 juillet 2023.

² En 1982, face à une économie au bord de l'hyperinflation et au mécontentement grandissant de la population, la junte militaire au pouvoir à Buenos Aires déclencha la guerre des Malouines pour détourner l'attention de sa population (cf. Marc Hufty, « 50 années de réformes économiques en Argentine », dans, *Économies d'Asie et d'Amérique latine : changements de cap*, Éditions de l'IHEAL, Paris 1993, pp. 100-124).